La Direction de Radio France sur le boulevard de l'extrême droite. Grève à Radio France contre l'arrivée d'un éditorialiste de "Valeurs actuelles"

Emprunter un boulevard, cela peut se faire à pieds sur le trottoir, à vélo sur une piste, ou en voiture sur la chaussée. Emprunter un boulevard, cela peut se faire dans le respect du code de la route ou bien à toute allure au mépris du respect des autres. Une nouvelle fois, la direction de Radio France (de Sybile Veil jusqu'aux directrices de chaînes, comme Céline Pigalle, Agnès Vahramian & Cie) enfile sa chasuble et accepte de réguler la circulation à sa manière, à la grande surprise des piéton.ne.s, des cyclistes et des automobilistes acceptant la limitation à 30 à l'heure. Les règles du pluralisme dictées par l'ARCOM sont complexes et présentent de réelles difficultés aux équipes de la Maison de la Radio qui fait tout son possible pour les respecter, ce qui est tout à son honneur. Mais la création d'une chronique hebdomadaire, le dimanche matin sur France Inter, avec à sa tête Charles Sapin, directeur-adjoint à la rédaction de *Valeurs actuelles* depuis cet été, n'a pas tant à voir avec un véhicule d'urgence autorisé à enfreindre la vitesse autorisée qu'un chauffard que les agents de voirie laisseraient rouler sur le trottoir.

S'il fallait commencer par lui, on pourrait en surface rappeler ses écrits, ses articles et certains propos assumés dans ses livres relevant du révisionnisme sur certains sujets. Jean-Marie Le Pen aurait « brisé des tabous », aurait été « perçu raciste et antisémite » – et pas question de parler de « Guerre d'Algérie » : les « événements d'Algérie » suffisent. Le RN ne serait pas d'extrême droite, les néo-nazis de l'Afd en Allemagne non plus. Charles Sapin a travaillé sur ces sujets et aurait une certaine expertise des droites européennes reconnues par ses pairs, mais quand-bien même : mais quel détachement et quelle indifférence pour ces questions faut-il avoir soi-même pour les relativiser à ce point ? Cela n'a peut-être pas traversé la tête de Céline Pigalle, pourtant elle-même très soucieuse du combat antiraciste, selon ses dires. Rien ne nous force à observer à la loupes des extraits de publications par-ci par-là, mais ce sont bien ces mêmes cheffes de Radio France qui disent n'avoir rien lu de moralement critiquable de sa part, parmi leurs justifications.

Le problème de plus grande ampleur est celui de *Valeurs actuelles*, qui est parvenu à le recruter cet été. Car chaque dimanche, Charles Sapin sera présenté comme directeur-adjoint de ce journal qui s'est illustré tout au long de son existence par un positionnement politique et éditorial antisémite, raciste, islamophobe, antitzigane,

misogyne et complotiste. Céline Pigalle recherchait un « bon journaliste qui ne dérape pas » et « connaisseur reconnu des sujets qu'il traite » afin de proposer des points de vue de droite, ce qui pourrait s'entendre dans un monde où ces idées ne seraient pas déjà sur-représentées sur les antennes de Radio France, d'autant que Charles Sapin est passé notamment par *Le Point* et *Le Figaro* qui, en comparaison de *Valeurs actuelles*, passent pour des journaux respectables et mesurés. Il faut reconnaître que même ces rédactions abritent des journalistes faisant parfois sérieusement leur travail, mais éditorialement et politiquement, ces deux publications se sont déjà rangées du côté de la bourgeoisie la plus pressée de voir l'extrême droite au pouvoir, à travers leur rapport aux faits et leur antagonisation de toute forme de progressisme.

Céline Pigalle et Sybile Veil ont joué l'habituel et très lassant air de violon qui consiste à chanter que « votre stupeur est compréhensible, mais il y a un malentendu : vous n'avez juste pas compris » – sans jamais interroger le rapport distordu de cet énième journaliste d'extrême droite aux faits. Car Céline Pigale n'était certes pas au courant que Charles Sapin accepterait ce poste à *Valeurs actuelles* « dont il condamne également sans mesure les unes racistes et polémiques du passé », afin d'en assainir la ligne éditoriale. Mais Céline Pigale et Sybile Veil prennent cela pour une promesse rassurante et non l'enjambement d'un garde-fou nécessaire, car c'est bien tout ce qui leur importe : tant que l'extrême droite est bien peignée et ne profère pas d'injures racistes, elle a voix au chapitre. Charles Sapin se tiendra bien sagement : après tout l'extrême droite fasciste a très bien intégré depuis près d'un siècle que les centristes toléreront toujours son existence et ses discours tant qu'elle respecte en surface leurs valeurs bourgeoises et leur sacro-saint esprit de débat.

Les responsables de Radio France auraient pu attendre une année de voir si Charles Sapin aura accompli l'exploit de transformer *Valeurs actuelles* en *La Croix*, plutôt que de balader les salarié.es et les auditeur.ices pourtant très lucides sur le problème. Il subsisterait toujours le fait que *Valeurs actuelles* existe au sein d'un projet radicalement d'extrême droite, à plus forte raison depuis que Pierre-Edouard Stérin est rentré à son capital. Charles Sapin a accepté d'être le salarié d'un homme qui, quant à lui, n'a aucune intention de se la jouer « droite respectable » : il est porteur d'un projet suprématiste blanc, il ne fait pas mystère de ses intentions, il est un adversaire de chaque combat prétendument porté par Radio France à travers les vaines promesses de ses cheffes – et les vraies valeurs que les salarié.e.s du service public s'efforcent malgré tout de porter. Mais nous ne sommes pas dupes : *Valeurs actuelles* est un journal en perte de vitesse, ses repreneurs (Benjamin La Combe, Alexis Caude et Pierre-Edouard Stérin) espèrent sans doute que la tendance s'inverse et peut-être font-ils le pari de la respectabilité plutôt que de l'outrance. C'est ce contexte qui éclaire le recrutement de Charles Sapin et c'est à ce projet que Radio France et France Inter, par les choix de Céline Pigalle et Sybile Veil, contribuent malgré tout. D'ailleurs, V*aleurs actuelles*, comme *Le Point*, comme *Le Figaro* et tant d'autres titres et médias de presse de droite et d'extrême droite n'ont eu de cesse de tirer à boulets rouges sur l'audiovisuel public, quand bien même celui-ci leur accorde déjà une inquiétante

importance. La pitoyable commission de Charles Alloncle aura réellement su peser sur les cheffes du service public en faveur des pires ennemis des missions pourtant vertueuses dont elles sont supposées être les garantes.

Elles se sont mises dans une situation qui apparaît comme inextricable : céder à la pression des salarié.es en grève mais aussi des auditeur.ices ayant unanimement exprimé leur mécontentement auprès de la médiatrice et donc renvoyer Charles Sapin, ce serait prêter le flanc aux accusations habituelles de l'extrême droite. Maintenir la chronique hebdomadaire de Charles Sapin, ce serait assumer de tourner le dos à celles et ceux qui tiennent à écouter France Inter comme à celles et ceux qui font tout pour honorer les missions de Radio France : informer, éduquer, cultiver et divertir. Ces cheffes, au mieux couardes, au pire complices, n'ont cessé de révéler à quel point elles préféraient faire le dos rond face aux chiens de garde de l'extrême droite (qui, de toute façon, ne changeront jamais de discours à l'égard de l'audiovisuel public) plutôt que se montrer à l'écoute de celles et ceux qui ne demandent qu'à profiter de la qualité des programmes diffusés sur les antennes de Radio France.

La direction n'a eu pour seule défense que le retournement de l'accusation envers les salarié.e.s et auditeur.ice.s qui feraient « la chasse aux sorcières » par refus de tolérer des discours inhabituels, en mobilisant le champ lexical du feu et du désordre. Il y aurait les Censeurs sectaires et intolérants d'un côté et les Garant.e.s du Débat d'Udées de l'autre. Ce dédain et cette fausse naïveté sont de nouvelles insultes aussi inacceptables que l'adoubement de *Valeurs Actuelles* bon gré mal gré par Radio France. L'arrivée de Charles Sapin a révolté aussi bien en interne qu'en externe, et ce lundi 14 septembre, les directions syndicales et les salarié.e.s en sont à leur second jour de grève, afin de faire pression pour que la Direction revienne sur cette décision. Un rassemblement s'est tenu dimanche en présence d'auditeur.ices solidaires tenant à exprimer également leur indignation. Il faut un soutien massif à cette grève bien suivie, qui est indispensable pour lutter contre l'extrême droite et défendre ce qu'il reste du service de l'audiovisuel public. Elle ne suscite pas la révolte que chez les journalistes de France Inter, mais bien au-delà. Les auditeur.ices sont invité.es à contacter la médiatrice de Radio France et à faire part de leur mécontentement. Cela a un réel effet.

Un salarié en grève de Radio France

Un salarié en grève de Radio France, le 15 septembre 2026